

# LA CHAUX-DE-FONDS PATINOIRE DES MELEZES

## DOSSIER DE CANDIDATURE

**Appel d'offres pour architectes et ingénieurs  
civils, en procédure ouverte avec présélection,  
soumis à l'AIMP et aux accords internationaux**

**Procédure sélective (1<sup>er</sup> tour)**

**REGLEMENT**

**A compléter par les candidats :**

**Noms des bureaux associés pour la présente offre :**

**Noms et prénoms des personnes responsables de l'offre :**

**Pilote du regroupement :**

**Adresses complètes :**

**Téléphones :**

**Adresses électroniques (e-mail) :**

**Date :** **Signature(s) \* :** \_\_\_\_\_

**Signature(s) \* :** \_\_\_\_\_

\* Tous les membres d'un consortium ou d'un pool de mandataires doivent signer le présent document. En signant le présent document, le candidat s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

# TABLE DES MATIERES

<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>2. CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>3. OBJECTIF DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE</b>	<b>4</b>
3.1. Objectif général	4
3.2. Situation du projet	5
3.3. Eléments principaux du programme du projet pour l'architecte et l'ingénieur civil selon la SIA 102 et 103	5
3.4. Réglementation	5
3.5. Concept énergétique et développement durable	6
3.6. Contraintes ou données générales du projet	6
<b>4. ORGANISATION</b>	<b>7</b>
4.1. Désignation du Maître d'Ouvrage	7
4.2. Désignation de l'organisateur	7
<b>5. PROCEDURE ET CONDITIONS DE PARTICIPATION</b>	<b>7</b>
5.1. Type de procédure et aptitudes requises	7
5.2. Calendrier intentionnel de la procédure	8
5.3. Bases légales	8
5.4. Conditions de participation	9
5.5. Modalités de remise des dossiers de candidature	9
5.6. Recevabilité du dossier de candidature	10
5.7. Emolument	10
5.8. Motifs d'exclusion	10
5.9. Conflit d'intérêts et récusation	10
5.10. Confidentialité	11
5.11. Indemnisation	11
5.12. Association	11
5.13. Langue officielle de la procédure	11
5.14. Devise monétaire	11
5.15. Notifications des décisions	11
5.16. Voies de recours	12
5.17. Litiges et for juridique	12
<b>6. PHASE DE SELECTION 1<sup>ER</sup> TOUR</b>	<b>12</b>
6.1. Inscription à la procédure sélective	12
6.2. Calendrier des phases principales de la procédure de sélection	12
6.3. Visite du site d'exécution	12
6.4. Montant déterminant	12
6.5. Preuves et attestations à fournir par les parties composant la candidature	12
6.6. Documents remis sur SIMAP	13
6.7. Documents demandés et/ou à compléter par chaque partie composant la candidature pour la phase sélective	13
6.8. Durée de validité du dossier de candidature	13
6.9. Ouverture des dossiers de candidature	13
6.10. Contrôle de conformité	14
6.11. Comité d'évaluation	14
6.12. Critères d'évaluation des dossiers de candidature	14
6.13. Barème des notes	15
<b>7. ENGAGEMENTS DES PARTIES COMPOSANT LA CANDIDATURE</b>	<b>16</b>

## **ANNEXES LIEES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA CANDIDATURE**

(à télécharger sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch), page cantonale, sous la rubrique « Guide romand », chapitre « Annexes », et à retourner complétées à l'adjudicateur dans le même délai que le dossier de candidature)

- ☐ Annexe P1 (engagement sur l'honneur)
- ☐ Annexe P4 (caractéristiques du candidat ou du soumissionnaire)
- ☐ Annexe P6 (engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes)
- ☐ Annexe Q1 (organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client)
- ☐ Annexe Q2 (organisation interne du soumissionnaire, sous la forme d'un organigramme structurel d'entreprise)
- ☐ Annexe Q6 (liste de références de services liés à la construction)

### **AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT :**

- ☐ Planning générique jusqu'à l'achèvement des travaux

### **AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :**

[www.simap.ch](http://www.simap.ch) (Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics)

## **1. INTRODUCTION**

Construite en 1953 et inaugurée le 6 décembre de cette même année, la première patinoire artificielle des Mélèzes est depuis restée un lieu phare de la vie locale, voire nationale.

Elle a, par la suite, bénéficié d'optimisations régulières, entre autres sa transformation en patinoire couverte en 1969.

Elle et sa petite sœur, piste extérieure dont la construction a été réalisée en 1987, ont accueilli nombre de hockeyeurs, de patineurs artistiques, de familles et d'enfants à l'occasion d'événements d'envergure et/ou d'activités diverses. Les différents utilisateurs que sont les clubs, les écoles ou encore la population y sont très attachés et son utilisation n'a cessé d'augmenter au fil des saisons et de l'évolution démographique régionale.

Même si ce complexe sportif a pu bénéficier d'adaptations ponctuelles, voire de réalisations nouvelles, et d'un entretien régulier, il est aujourd'hui nécessaire d'envisager une rénovation globale afin de pouvoir non seulement répondre aux besoins de la population actuelle, soit l'augmentation de son exploitation, mais également de pouvoir poursuivre son utilisation dans des conditions optimales tant au niveau de son fonctionnement que de sa maintenance.

En 2016, une première étude, incluant un état des lieux de l'existant ainsi qu'une proposition de faisabilité, impliquant un bureau d'architecte ainsi que des mandataires, a été effectuée. Toutefois, à l'époque, il a été décidé de ne pas aller de l'avant. Le mandat précédemment octroyé par la Commune aux mandataires concernés est donc terminé et aucun engagement lié à ce mandat ne court actuellement avec les membres des bureaux d'études.

Sous l'impulsion donnée à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire du Hockey Club La Chaux-de-Fonds en 2019 et des études réalisées, confortant la nécessité d'entreprendre des travaux à court terme, il a été décidé de reprendre le dossier dans une vision d'avenir.

## **2. CONTEXTE**

Les patinoires font partie intégrante du centre sportif des Mélèzes avec l'ensemble des installations de la piscine. Au nord, elles sont en limite paysagère avec le parc Gallet, les alentours sont marqués par des bâtiments datant de la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle.

L'accès se fait par la rue de la Reuse et le site est desservi par un arrêt de bus devant le bâtiment principal. La gare quant à elle se situe dans un rayon de 450m, ce qui confère à la patinoire non seulement une situation mais également une accessibilité privilégiée.

## **3. OBJECTIF DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE**

### **3.1. Objectif général**

Les principaux axes de rénovation seront focalisés sur la création d'un site d'envergure régionale et cantonale. Ceci se traduit par la volonté de la Ville de La Chaux-de-Fonds de faire reconnaître la patinoire des Mélèzes comme un centre régional des sports de glace, qui bénéficiera de toutes les infrastructures nécessaires tant à la formation des futurs espoirs, à la pratique du sport d'élite, qu'à l'usage du public.

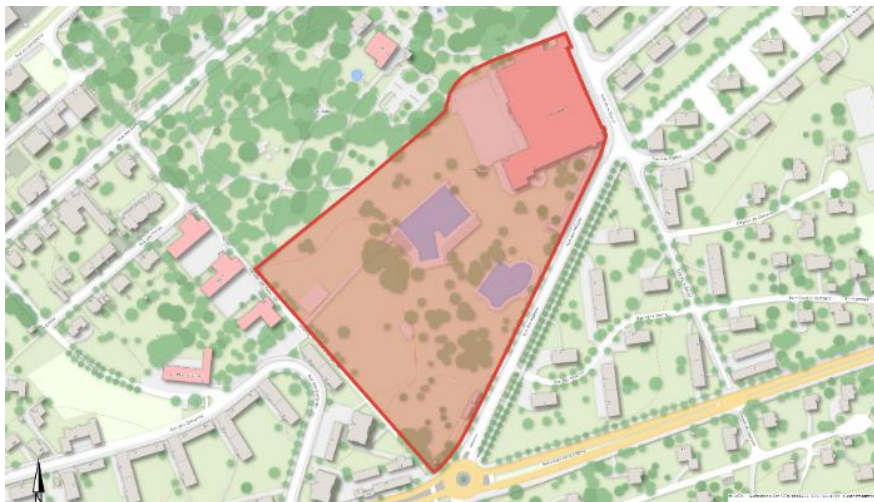
Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Une refonte attractive et complète du site et des patinoires afin de rationaliser son exploitation ;
- Une couverture de la piste extérieure actuelle, permettant une augmentation des heures de glace et son homologation en vue de pouvoir organiser des compétitions officielles ;

- Un plan de rénovation énergétique exemplaire et innovant comprenant la création d'une centrale profitant à la patinoire ainsi qu'à la piscine ;
- Une augmentation de la capacité d'accueil de 5400 à 6000 personnes.

### 3.2. Situation du projet

Le projet se situe sur le bien-fonds 17211, cadastre de La Chaux-de-Fonds.



### 3.3. Eléments principaux du programme du projet pour l'architecte et l'ingénieur civil selon la SIA 102 et 103

- Lot 1  
Elaboration de l'avant-projet, projet et procédure de demande d'autorisation, phases 31, 32, 33
- Lot 2  
Partie architecture durant phases 41/51/52/53 (Prestation partielle selon SIA 102, sauf direction des travaux)  
Plans d'appel d'offres et d'exécution ainsi que la direction architecturale  
Partie ing. civil durant phases 41/51/52 complètes  
Plans d'appel d'offres et soumissions, projet d'exécution et exécution d'ouvrage
- Lot 3 (phase exécution concerne bureau d'architecte et/ou spécialiste direction travaux)  
Mandat complet pour l'exécution de la direction des travaux durant les phases 41/51/52/53 (Complément selon SIA 102, uniquement la direction des travaux)  
Appel d'offres et adjudications, contrats d'entreprises, direction des travaux et contrôle des coûts, mise en service (réception d'ouvrage), documentations de l'ouvrage, direction des travaux de garantie, décompte final.

Tous les lots seront à chiffrer de manière indépendante dans le 2ème tour de l'appel d'offres.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de choisir le même groupement de mandataires pour tous les lots ou d'attribuer des mandats partiels par lot. Typiquement, la direction de travaux pourrait être attribuée au futur bureau d'architecture ou, si contre toute attente, le Maître d'Ouvrage estime que les soumissionnaires n'ont pas les références et qualités requises de cette spécialisation, ce dernier se réserve le droit de lancer une procédure d'AO séparée pour la direction des travaux.

### 3.4. Règlementation

Le groupement de soumissionnaires a l'obligation de respecter les lois et les normes en vigueur durant toutes les phases de leur mandat (SIA 102 et 103, phases 3, 4 et 5).

Sont applicables (liste non exhaustive) :

- Directives de la commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) et de la caisse nationale d'assurance (SUVA) ;
- Normes, règlements et recommandations en vigueur de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) ;
- Normes suisses VSS/SN/EN
- Prescriptions de protection incendies AEAI
- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)
- Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT)
- Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB)
- Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)
- Loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT) et son règlement d'exécution (RELCAT)
- Loi cantonale sur les constructions (LConstr.) et son Règlement d'exécution (RELConstr.)
- Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) et son règlement d'exécution (RELCEn)
- Règlement d'aménagement communal (RAC)

### **3.5. Concept énergétique et développement durable**

La nouvelle loi cantonale sur l'énergie (LCEn) adoptée le 1<sup>er</sup> septembre 2020 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021 devra impérativement être respectée.

La transformation du site de la patinoire des Mélèzes est une opportunité unique pour développer un nouveau concept énergétique global valorisant au maximum les sources d'énergies renouvelables mais surtout locales et ceci afin de viser une efficacité énergétique et une efficacité économique pour l'ensemble du site des Mélèzes.

Le groupement de soumissionnaires devra intégrer et proposer dans le futur projet l'utilisation des matériaux locaux et/ou écologiques. Le souhait de la Ville de réaliser une construction respectueuse de l'environnement et de mettre en valeur les ressources régionales se traduira a minima par la réalisation d'une structure de toiture en bois.

### **3.6. Contraintes ou données générales du projet**

Les contraintes identifiées pour le projet de la Patinoire des Mélèzes

- Rénovation et transformation en site exploité
- Conservation des loges VIP et Goal Club (*les plans actuels seront transmis lors du second tour*)
- Application des directives du cahier des charges du MO (*sera transmis lors du second tour*)
- Implémentation des logements liés aux activités du site (camps, concours, stages, etc.)
- Renouvellement/ rehaussement de la toiture existante pour la patinoire principale ainsi que la couverture de la deuxième patinoire
- Dans la mesure du possible, préservation des diverses infrastructures actuelles (gradins, divers locaux, zones sanitaires, accès patinoires-piscine) et intégration harmonieuse de nouveaux éléments afin de présenter un rendu homogène correspondant à la nouvelle image souhaitée pour la patinoire

- L'emploi du BIM est au gré du groupement de soumissionnaires et sous décision finale du Maître d'Ouvrage. Cette prestation sera chiffrée séparément en phase d'appel d'offres
- En phase d'exécution, une présence quotidienne sur le site d'une Direction de Travaux sera obligatoire

## **4. ORGANISATION**

### **4.1. Désignation du Maître d'Ouvrage**

Ville de La Chaux-de-Fonds par le Conseil communal  
Espace 1  
CP 370  
2301 La Chaux-de-Fonds

### **4.2. Désignation de l'organisateur**

gamma SA  
Ch. des Maladières 22 / 2022 Bevaix

Les questions liées au déroulement de l'appel d'offres ne sont traitées que dans le cadre prévu par cette mise en concurrence. Le secrétariat ne répond pas aux questions par appel téléphonique.

## **5. PROCEDURE ET CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **5.1. Type de procédure et aptitudes requises**

La Ville de La Chaux-de-Fonds en tant que Maître d'Ouvrage et pouvoir adjudicateur a retenu une procédure d'appel d'offres pour architectes et ingénieurs civils organisée en procédure ouverte avec présélection, soumis à l'AIMP et accords internationaux.

Lors de la phase de présélection le MO va retenir 4 à 7 dossiers des groupements de soumissionnaires. Chacune des parties composant un groupement sera jugée sur la base des critères d'aptitudes et de références, soit :

- Les compétences techniques et organisationnelles des groupements de soumissionnaires
- Les informations relatives aux compétences spécifiques et aux références des soumissionnaires
- Aux références similaires au présent marché sur des projets d'envergure (budget minimum de construction d'environ CHF 15 mio. CFC 1, 2 et 4 sans les honoraires)

En cas de rétractation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de remplacer un groupement de soumissionnaires par un autre ayant participé à cette phase de présélection.

Le Maître d'Ouvrage attend de la part des groupements de soumissionnaires :

- Une expérience similaire dans la réalisation des rénovations d'immeubles en sites occupés
- Des projets réalisés en collaboration avec les administrations publiques
- Une capacité à gérer des projets complexes et de grande envergure avec aptitude de maîtrise des coûts, des moyens et des ressources durant toutes les phases du projet

- Une capacité de coordination et de conduite de groupes de mandataires et des spécialistes en collaboration directe avec le MO et son délégué dans le but de garantir une réalisation qualitative du projet et en adéquation avec la complexité des tâches à réaliser

## 5.2. Calendrier intentionnel de la procédure

Publication du dossier d'appel d'offres via SIMAP.ch	Sem. 26, <b>02.07.2021</b>
<b>Délai pour le dépôt des dossiers de candidature, 1<sup>er</sup> tour</b>	Sem. 31, <b>04.08.2021 à 12h</b>
Ouverture des dossiers	Sem. 32, <b>09.08.2021 à 13h30</b>
Date de sélection des candidats à l'issue du 1 <sup>er</sup> tour (notification)	Sem. 34, <b>26.08.2021</b>
Date de lancement du 2 <sup>ème</sup> tour de la procédure (cahier des charges et dossier détaillé)	Sem. 36, <b>09.09.2021</b>
Visite du site (date à confirmer)	Sem. 37, <b>du 13 au 17.09.2021</b>
Réception des questions	Sem. 38, <b>24.09.2021</b>
Délai pour les réponses de l'adjudicateur	Sem. 39, <b>01.10.2021</b>
<b>Délais pour le retour des dossiers d'appel d'offres, 2<sup>ème</sup> tour</b>	Sem. 42, <b>20.10.2021 à 12h</b>
Ouverture des dossiers	Sem. 42, <b>21.10.2021 à 13h30</b>
Audition éventuelle des candidats - séance de clarification (date à confirmer)	Sem. 44, <b>01 au 05.11.2021</b>
<b>Date de la décision d'adjudication</b>	Sem. 45, <b>(11.11.2021)</b>
Date envisagée pour la signature du contrat	Sem 48, <b>fin-novembre 2021</b>
<b>Début des prestations</b>	Sem. 49, <b>09.12.2021</b>

## 5.3. Bases légales

Les normes juridiques applicables sont notamment :

- Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP), dans sa nouvelle teneur du 30 mars 2012 en vigueur pour la Suisse depuis 1<sup>er</sup> janvier 2021
- Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002
- Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart) du 6 octobre 1995 (RS 251)
- Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986, (RS 241)
- Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 (RS 943.02)
- Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25 novembre 1994 et 15 mars 2001 (RSN 601.71)
- Loi cantonale sur les marchés publics LCMP (Neuchâtel) du 23 mars 1999 (RSN 601.72)
- Règlement d'exécution de la Loi cantonale sur les marchés publics (RELCMP du 3 novembre 1999).



Les textes légaux peuvent être téléchargés auprès de la Chancellerie de l'Etat ou téléchargés sur le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

#### 5.4. Conditions de participation

Les groupements de soumissionnaires pourront participer à cet appel d'offres en remplissant au minimum une des conditions suivantes par l'un de leurs collaborateurs au moment du dépôt de l'offre :

- Être titulaire d'un diplôme d'architecture et ou d'ingénieur issu d'une Ecole Polytechnique Fédérale (EPF), d'une Haute Ecole Spécialisée Suisse (HES ou ETS) ou d'un autre diplôme étranger jugé équivalent
- Être inscrit au Registre Suisse REG, au niveau A ou B ou à un autre registre professionnel étranger jugé équivalent REG
- Les bureaux participant à l'étude initialement effectuée en 2016 (études disponibles à la demande lors du 2<sup>ème</sup> tour), à savoir Philippe Langel SA, GVH La Chaux-de-Fonds SA et Planair SA, sont, au regard de la loi sur les marchés publics, libres de participation. Ces derniers ne sont aucunement liés aux appels d'offres concernés aujourd'hui.

#### 5.5. Modalités de remise des dossiers de candidature

Les dossiers de candidatures des groupements soumissionnaires doivent parvenir au plus tard dans le délai indiqué dans le calendrier intentionnel de la procédure (Cf. §5.2) à midi, **le cachet postal ne fait pas foi**. Les candidats sont seuls responsables de l'acheminement et du dépôt de leur dossier de candidature à l'endroit indiqué, par voie postale en recommandé ou en main propre.

Les dossiers seront rédigés en français, dûment remplis, datés et signés et seront retournés en deux exemplaires papier, complétés par un exemplaire numérique sur clé USB, sous pli fermé, à l'adresse suivante :

Ville de La Chaux-de-Fonds  
Service des sports  
Rue du Collège 11  
Case postale 370  
2301 La Chaux-de-Fonds

En cas de remise en main-propre, les horaires d'accès au bureau susmentionné sont les suivants :

Lundi au vendredi : 08h30 - 12h00

L'enveloppe portera les mentions suivantes :

- Confidentiel
- Ne pas ouvrir
- Projet Patinoire des Mélèzes - AO Architectes et Ingénieurs Civils - dossier de candidature
- Nom du soumissionnaire

Toutes les offres soumises au-delà de l'échéance seront exclues de la procédure.

Tout dossier déposé ne peut être ni retiré ni modifié, même s'il a été déposé avant la date limite de dépôt.

Les offres doivent être signées par les deux parties constituantes. Les signataires doivent être en mesure de pouvoir engager valablement leur propre partie.

## **5.6. Recevabilité du dossier de candidature**

L'adjudicateur prendra en considération uniquement les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- Sont arrivés signés et datés dans le délai imposé dans le calendrier intentionnel de la procédure, dans la forme et à l'adresse fixée
- Sont accompagnés des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur et présentés dans la langue exigée par l'adjudicateur
- Sont remplis et complets selon les instructions et les indications de l'adjudicateur
- Sont présentés dans l'ordre (Cf. §6.7).

En cas de doute sur la recevabilité d'un dossier de candidature, l'adjudicateur procèdera à une vérification plus approfondie par écrit auprès des candidats concernés.

## **5.7. Emolument**

Aucun émolument n'est perçu pour la mise à disposition des documents de cet appel d'offres.

## **5.8. Motifs d'exclusion**

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier, un groupement de soumissionnaires sera exclu de la procédure dans les cas suivants :

- S'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et/ou s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier
- S'il ne respecte pas les conditions de participation du présent document
- S'il ne fournit pas les attestations exigées
- S'il ne dépose pas, dans le délai fixé au chapitre 5.2, un dossier complet, daté et signé, à l'adresse indiquée

D'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

Les offres écartées ne sont pas évaluées. L'autorité adjudicatrice rend une décision d'exclusion motivée, notifiée par courrier à l'intéressé, avec mention des voies de recours.

## **5.9. Conflit d'intérêts et récusation**

Le groupement de candidats annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêts, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, si une des parties composant le groupement se trouve en conflits d'intérêts avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêts potentiel avec un candidat ou une partie composant la candidature.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

### **5.10. Confidentialité**

Toutes les personnes, entreprises et bureaux qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la présente procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, ou qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou de l'organisateur après consultation de l'adjudicateur, ceci pour autant que tous les candidats en soient informés dans le même délai.

Le fait qu'une partie composant un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

Tous les groupements de soumissionnaires qui auront déposé une offre s'engagent à un devoir de réserve et à ne pas le rendre public avant l'annonce officielle des résultats. Les soumissionnaires seront informés par écrit des résultats. Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de consulter préalablement les auteurs des projets en cas de publication.

### **5.11. Indemnisation**

L'élaboration du dossier de candidature ne donne droit à aucune indemnisation. Dans ce cas, le groupement de soumissionnaires ne peut pas faire valoir quelconque note de frais, dédommagement ou autre indemnisation auprès de l'adjudicataire pour les démarches entreprises en rapport avec la procédure ou pour la remise de son dossier de candidature.

### **5.12. Association**

L'association d'entreprises (consortium) ou des bureaux est admise pour les lots concernés, c'est-à-dire prestations d'architecte et d'ingénieur civil (l'association de plusieurs architectes pour la partie architecturale est également autorisée afin d'épauler l'attribution complète de la phase 2 et 3, voir § 3.3, il en va de même pour la partie ingénierie civile). Ainsi toute entité constituant le groupement doit être identifiée (Annexe P4) et devra respecter toutes les conditions de l'appel d'offres. La sous-traitance, à n'importe quel moment de la procédure, n'est, quant à elle, pas admise et par conséquent sera motif d'exclusion.

### **5.13. Langue officielle de la procédure**

La langue officielle acceptée dans le cadre du projet de la Patinoire des Mélèzes est le français, y compris pour toute la documentation, les plans élaborés par l'adjudicataire ainsi que pour toutes les correspondances et les séances durant la phase de réalisation.

### **5.14. Devise monétaire**

La devise monétaire officielle est le Franc suisse (CHF). Cette devise s'applique sur toute la durée de la procédure et de l'exécution du marché.

### **5.15. Notifications des décisions**

Les notifications décisionnelles seront transmises par écrit concernant la décision de sélection et le choix de l'adjudicataire pour tous les groupements de soumissionnaires à l'appel d'offres ayant présenté un dossier recevable selon les critères exigés par le MO.

Sans contestation reçue dans les délais de recours officiel, les décisions entrent en force au lendemain de cette échéance.

L'Organe adjudicateur est La Commune de La Chaux-de-Fonds.

#### **5.16. Voies de recours**

Les décisions qui sont sujettes à recours sont les suivantes :

- Le dossier d'appel à candidature
- Les décisions de sélection
- La décision d'attribution du marché

#### **5.17. Litiges et for juridique**

A défaut d'accord entre les parties, les litiges seront jugés par les tribunaux ordinaires. Le for se situe à La Chaux-de-Fonds.

### **6. PHASE DE SELECTION 1<sup>ER</sup> TOUR**

#### **6.1. Inscription à la procédure sélective**

**Le dossier complet est à télécharger via le site internet SIMAP.CH.**

Dans le cas où l'organisateur souhaite informer le soumissionnaire d'un rajout et/ou d'une modification des documents téléchargeables, le soumissionnaire est responsable de remplir correctement son inscription via SIMAP et assumera les conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont périmées.

#### **6.2. Calendrier des phases principales de la procédure de sélection**

Selon calendrier (Cf. §5.2).

#### **6.3. Visite du site d'exécution**

Une visite sera organisée lors de la phase d'appel d'offres (2<sup>ème</sup> tour). Voir calendrier de la procédure (Cf. §5.2).

#### **6.4. Montant déterminant**

Le montant global des travaux sera établi lors de l'établissement de l'avant-projet de l'ouvrage dans la phase SIA 4.31 et fera partie intégrante des prestations du futur mandat d'architecte pour la partie bâtiment. Selon les premiers calculs, un budget a été estimé à env. CHF 25 / 30 mio. regroupant tous les CFC de construction.

#### **6.5. Preuves et attestations à fournir par les parties composant la candidature**

Par la signature de l'annexe P1 chaque partie confirme sur l'honneur qu'elle respecte toutes les exigences requises. Elle s'engage à fournir, sur demande de l'adjudicataire, les documents et attestations souhaitées.

La liste des attestations, documents et preuves à transmettre sera communiquée lors du 2<sup>ème</sup> tour dans le dossier d'appel d'offres.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions et/ou remise des documents obligatoires entraînera l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure de mise en concurrence, voire la résiliation du contrat en cours d'exécution du mandat sans dédommagement.

#### **6.6. Documents remis sur SIMAP**

Les documents suivants sont téléchargeables sur SIMAP :

- Le présent règlement de l'appel d'offres ;
- Les annexes (formulaires P1, P4, P6, Q1, Q2 et Q6) ;
- Planning prévisionnel.

#### **6.7. Documents demandés et/ou à compléter par chaque partie composant la candidature pour la phase sélective**

Les candidatures ne sont complètes et valables que si elles sont accompagnées des pièces suivantes pour chacune des parties la composant :

- Le présent règlement de l'appel d'offres (Dossier de candidature, Règlement) valablement daté et signé par la/les personne(s) autorisées
- Engagement sur l'honneur (formulaire P1)
- Caractéristiques du candidat (formulaire P4)
- Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes (formulaire P6)
- Organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client (formulaire Q1)
- Organisation interne du soumissionnaire (formulaire Q2)
- 3 références récentes et similaires (maximum 10 ans) et leurs caractéristiques (formulaire Q6).

#### **6.8. Durée de validité du dossier de candidature**

La durée de validité du dossier de candidature est de 12 (douze) mois à compter de la date du dépôt du dossier.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter auprès de chaque groupement de soumissionnaires une prolongation du délai de validité de son dossier.

En cas de recours, les conditions resteront bloquées d'autant jusqu'au jugement rendu et appliqué par le tribunal de première instance, mais au maximum pour une année à compter du jour de l'ouverture des dossiers.

Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par les candidats durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision de sélection et par la suite la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du candidat, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO).

#### **6.9. Ouverture des dossiers de candidature**

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers de candidature est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite. Le procès-verbal de l'ouverture des dossiers de candidature, ainsi que son contenu, ne peuvent être demandés à l'adjudicateur ou consultés auprès de ce dernier, ceci afin de ne pas nuire à l'efficacité de la mise en concurrence des candidats lors de la suite de la procédure.

### 6.10. Contrôle de conformité

Le comité d'évaluation ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation (Cf. §5.6).

### 6.11. Comité d'évaluation

Le comité d'évaluation des offres est composé des membres suivants :

M./Mme	Nom et prénom	Titre / fonction / profession
Monsieur	Brechbühler Thierry	Conseiller communal
Monsieur	Huguenin-Elie Théo	Conseiller communal
Monsieur	Guilhen Antoine	Architecte communal
Monsieur	Aeberhard Rolf	Chef du Service des sports
Monsieur	Bueche Nicolas	Délégué HCC, ing. civil
Monsieur	Le Gouévec Jérôme	Délégué Viteos, ing. civil
Monsieur	Mariniello Mario	Adjoint du domaine stratégie et projets – Canton Neuchâtel, DFS, architecte
Monsieur	Stauffer Yanick	Délégué au marketing urbain / commerce, immobilier et foncier
	gamma sa Gavillet Olivier Constantinescu Lucian	Consultatif, sans droit de vote, organisateur de la procédure

Suppléant(s) :

M./Mme	Nom et prénom	Titre / fonction / profession
Monsieur	Duc Grégory	Délégué HCC
Madame	Sébastien Nelly	Adjointe au chef du service des sports
Monsieur	Michaud Nicolas	Coordinateur de projet Viteos, ing. civil

### 6.12. Critères d'évaluation des dossiers de candidature

Le MO confie la sélection des mandataires au comité d'évaluation.

L'analyse d'évaluation s'effectuera selon les indications demandées et fournies par les groupements de soumissionnaires qui s'abstiendront de remettre tout document non demandé.

Sans ordre d'importance, les critères d'évaluation sont les suivants :

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	PONDERATION
<b>1. Références (annexe Q6) pour chaque partie (architecte et ing. Civil)</b>	<b>55%</b>
– être en rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance	20%
– démontrer la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;	20%
– correspondre aux prestations de la norme SIA 102 et 103 telles que demandées dans cet appel d'offres et achevées depuis moins de 10 ans ou en cours	15%
<b>2. Qualité du soumissionnaire pour chaque partie (architecte et ing. Civil)</b>	<b>45%</b>
– organisation qualité du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client annexe Q1	25%
– organisation interne du soumissionnaire annexe Q2	20%
<b>TOTAL :</b>	<b>100 %</b>







Une proposition sera exclue du jugement si elle a été livrée en dehors du délai ou de manière incomplète dans ses parties essentielles, si elle est incompréhensible ou laisse supposer des intentions déloyales.

### 6.13. Barème des notes

L'organisateur utilise le barème des notes du « Guide romand pour les marchés publics ». L'échelle de notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Vous trouvez ci-dessous les appréciations générales déterminant chaque note :

**Annexe T1**

<b>Échelle de notes</b>	
<b>0</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
<b>1</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
<b>2</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
<b>3</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires
<b>4</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
<b>5</b>	 Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP – Guide romand pour les marchés publics Version du 1<sup>er</sup> mai 2020

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Lorsqu'une information ou un document demandé n'est pas produit, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure en raison de son caractère incomplet.

## **7. ENGAGEMENTS DES PARTIES COMPOSANT LA CANDIDATURE**

En signant la page de garde et en déposant leur dossier, tous les membres de la candidature certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le référent de chaque candidature peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions, et dans le même délai que pour le dépôt du dossier. Les parties prennent, par ailleurs, aussi les engagements suivants :

- a) Elles confirment que les indications, informations et preuves fournies dans et avec leur dossier de candidature sont exactes et conformes à la réalité
- b) Elles acceptent que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec leur dossier de candidature (confidentialité assurée par l'adjudicateur)
- c) Elles garantissent l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant
- d) Elles garantissent le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores
- e) Elles acceptent que leur résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif
- f) Elles confirment qu'elles ne font pas l'objet d'une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; Elles garantissent également que tel n'est pas le cas pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, fournisseurs ou transporteurs auxquels elles entendent faire appel
- g) Elles respectent la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant
- h) Elles respectent les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les associations de bureaux ou membres d'un consortium, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant
- i) Elles créeront une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1001/2 (2014) s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, elles fourniront également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires cosolidaires
- j) Elles acceptent que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques
- k) Elles acceptent que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des dossiers, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela peut conduire à une absence de véritable concurrence ou à la restreindre, notamment si aucune candidature n'a obtenu au moins la moitié des points possibles ou s'il ne reste plus qu'un seul candidat jugé apte
- l) Elles font preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre candidat ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.